



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée
(Adresse temporaire)
53 rue de Verdun
85000 La Roche sur Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr
Réf Préf : Dossier n°2014/1369
Réf DREAL/UD85 : ENV – D.22.226
n° GUN : 0006308034

La Roche sur Yon, le 09 juin 2022,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ASSAINISSEMENT BODIN

12 rue Michel Dugast
85200 FONTENAY LE COMTE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2022 dans l'établissement ASSAINISSEMENT BODIN implanté 12 rue Michel Dugast 85200 FONTENAY LE COMTE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée suite au signalement d'un déversement de matières organiques au sein du réseau d'assainissement de la commune ayant entraîné, par obstruction du réseau, des dégradations au sein de la maison des jeunes située à proximité par montée en charge du réseau.

Lors du déplacement, plusieurs visites étaient prévues sur des sites ICPE ou susceptibles d'être ICPE à proximité de la maison des jeunes de Fontenay le Comte.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASSAINISSEMENT BODIN
- 12 rue Michel Dugast 85200 FONTENAY LE COMTE
- Code AIOT dans GUN : 0006308034
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société ASSAINISSEMENT BODIN est autorisée par arrêté n°18-DRCTA-1-626 du 25 octobre 2018 à exploiter une installation de transit de matières hydrocarbonées et de traitement de matière de vidanges située rue DUGAST à Fontenay-le-Comte.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des eaux sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La mise en place d'un hangar portant des panneaux photovoltaïques est projetée. Cette modification a été notifiée par l'exploitant au préfet via l'usage du cerfa réservé aux sites soumis à déclaration le 28/07/2020 or le présent site est soumis au régime de l'autorisation. L'information de projets de modification doit répondre aux items du R.181-46 du code de l'environnement. L'information précédente n'est donc pas valable. Il est rappelé que toute modification projetée sur le site (panneau solaire, modification du traitement en place sur site,...) doit faire l'objet d'une demande au préfet avant sa réalisation, dans les formes prévues à l'article R. 181-46 du code. Cette information est attendue pour le projet de mise en place de panneaux photovoltaïques.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Effluents et réseau séparatif	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.2.2 §1 et 4.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Plans des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Conception, entretien et dysfonctionnement des ouvrages de traitement	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Fréquence d'analyse sur les eaux pluviales (hors accident et incendie)	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.4.4	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 8.3.3	/	Sans objet
Protection des milieux en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 8.5.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Signalement des modifications/projets	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la plainte, les observations réalisées sur site ne permettent pas d'identifier les rejets de la société ASSAINISSEMENT BODIN comme étant à l'origine du déversement ayant engendré les dégradations susmentionnées.

Il est cependant constaté que plusieurs prescriptions relatives à la gestion des eaux du site ne sont pas respectées. Des actions correctives sont attendues de la part de l'exploitant. Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé au préfet.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Effluents et réseau séparatif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.2.2 §1 et 4.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux de gestion des eaux

Prescription contrôlée :

Art. 4.2.2 (§1) :

Tous les effluents aqueux sont canalisés et collectés dans des réseaux séparatifs qui distinguent les eaux sanitaires, les eaux pluviales et les eaux résiduelles industrielles.

Art. 4.3.1 :

Les effluents identifiés au 4.2.1 du présent arrêté font l'objet des traitements suivants en fonction de leur nature :

- > les eaux domestiques sont dirigées vers le réseau communal des eaux usées,
- > les eaux pluviales et les eaux issues du lavage extérieur des camions sont dirigées vers des séparateurs présents sur site et puis vers les cuves de récupération des eaux pluviales puis infiltrées dans le sol ;
- > les eaux industrielles issues du traitement par déshydratation sont recyclées dans le nettoyage et la remise en charge des dispositifs d'assainissement uniquement. Ces eaux ne peuvent être utilisées dans le cadre de nettoyage ou autres travaux d'assainissement sur les canalisations. A défaut, elles sont traitées conformément au titre 5 (déchet) du présent arrêté.

Constats : Sur la zone extérieure Nord-Est du site :

Le dossier de demande d'autorisation avait identifié les eaux de lavage extérieurs des camions comme des effluents devant transiter par le séparateur hydrocarbure avant d'être infiltrés dans les sols. Le nettoyage extérieur des camions se fait le long de l'atelier sur une zone non couverte. Lors de la visite, il a été constaté que :

- le nettoyage des cuves de camions hydrocureurs était réalisé sur la partie Nord du site, à proximité de l'aire de lavage des extérieurs de camions. Les résidus de nettoyage des cuves sont récupérés dans un système de fosses maçonnées compartimenté pour décantation.
- la fosse était pleine, soumise aux aléas climatiques et susceptible de déborder par temps pluvieux. Les eaux de débordement seraient dirigées vers le séparateur puis vers le bassin d'infiltration sans traitement adéquat des éventuels polluants (matière organique ? Forte charge en matière en suspension ?...). Cette fosse béton doit être curée dans les meilleurs délais. Il est attendu que l'exploitant indique le fonctionnement de cette installation (récupération des liquides et des solides et leur filière de traitement). Il est également attendu qu'il propose des actions correctives pérennes afin de supprimer tout transfert potentiel de pollution vers le milieu, cette fosse étant soumise aux aléas climatiques.

Sur la zone extérieure Sud-Est du site (traitement des matières de vidange) :

La zone présente plusieurs équipements :

- le dispositif de traitement par filtre (après dégrillage et floculation des déchets de vidanges) dans une semi remorque ouverte en toiture dont la plateforme récupère la fraction liquide et dirige la phase aqueuse des déchets vers les cuves,
- cuves de récupération des déchets de vidange à trous d'homme ouverts,
- de nombreux tuyaux de transfert entre cuves,
- des dispositifs de récupération (caniveaux) des eaux pluviales et d'égouttures issues du traitement dans la semi-remorque.

Cette zone n'est pas couverte.

Cette zone mélange plusieurs flux de nature différentes à savoir :

- les eaux industrielles de l'installation de traitement (semi-remorque à ciel ouvert),
- des eaux pluviales par la récupération sur cette zone des eaux de toiture du bâtiment jouxtant la zone et couvrant la zone hydrocarbures et les trémies de déversement des résidus de fosses (le retour vers le sol des gouttières s'arrêtant à quelques centimètres du sol de la plate-forme),
- les eaux pluviales ruisselant directement sur la plate-forme (plate-forme qui reçoit les déchets aqueux issus de la filtration).

Le mélange de ces flux est interdit au vu de l'article 4.2.2 de l'arrêté d'autorisation. Il doit y avoir distinction des eaux pluviales et des eaux industrielles. Il est proposé au préfet de mettre l'exploitant en demeure sur ce point.

De plus, l'intégration du volume d'eaux pluviales aux déchets impliquent un volume de déchets plus important à gérer entre les différents volumes à disposition (cuves de 30 et 20 m³ pour les eaux de déshydratation et cuves de 50 m³ de déchets de vidanges) et à traiter (utilisation d'une quantité plus importante de floculant).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Plans des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux et réseau de gestion

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- > l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- > les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,... ..),
- > les secteurs collectés et les réseaux associés, les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- > les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats : Le plan présenté lors de la visite n'est pas à jour et semble issu du dossier de demande d'autorisation. Des travaux ont été réalisés (parking, mise en place des cuves de traitement, bâtiment) et doivent être confirmés sur le plan.

Le plan doit notamment être complété :

- des connexions entre les différentes cuves et traitement sur la zone de récupération et traitement des matières de vidanges.
- des eaux pluviales au niveau du bâtiment couvrant la récupération des déchets hydrocarburés et des matières de vidanges.
- du dispositif de by-pass tel qu'il a été mis en place : le by-pass est constitué de deux dispositifs distincts l'un permettant de diriger les eaux d'un éventuel incendie vers les cuves de récupération des eaux à l'entrée du site et l'autre fermant/ouvrant l'arrivée des eaux vers le bassin d'infiltration.

Le plan doit donc être mis à jour.

Ce constat ayant déjà fait l'objet d'un « fait susceptible d'être non conforme » lors de la visite du 18/12/2019, l'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise à jour de ce plan.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Conception, entretien et dysfonctionnement des ouvrages de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des dispositifs de traitement

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition.) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués dans le but de rejeter vers le milieu les flux mélangés.

Constats : Le séparateur SE1, situé à proximité de l'atelier, a été ouvert. Sans présenter un encrassement excessif, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de nettoyage de ses séparateurs depuis plus d'un an.

Le séparateur SE2, situé à l'entrée du site, présente visiblement un problème, le flotteur coulant invariablement. Ce point doit faire l'objet d'une action corrective de l'exploitant (nettoyage du flotteur, tarage, changement du flotteur..).

Le curage des séparateurs et une vérification de leur système d'obturation doivent être réalisés dans les meilleurs délais. L'exploitant réalisant des travaux de nettoyage de cuves hydrocarbures, l'inspection considère que le risque de déversement accidentel est accru et que le curage des séparateurs est essentiel à la bonne gestion des eaux pluviales de la plate-forme. L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter ses obligations relatives au nettoyage et au contrôle de ses séparateurs.

Par ailleurs, il est constaté lors de la visite que l'exploitant a recouvert le bassin d'infiltration des eaux pluviales de 50 m² (71 m³) par un parking. Les avaloirs présents sur ce parking récupèrent directement les eaux issues du parking dans le bassin d'infiltration et donc dans la nappe sans qu'aucun traitement ne soit réalisé au préalable sur ces eaux susceptibles de contenir des hydrocarbures.

Cette situation étant susceptible de générer une pollution du milieu, il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Fréquence d'analyse sur les eaux pluviales (hors accident et incendie)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 4.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les analyses sur les eaux pluviales sont réalisées en sortie de séparateur tous les ans. Les paramètres analysés sont ceux cités aux articles 4.4.2 et 4.4.3 du présent arrêté.

Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les deux dernières analyses réalisées en sortie des séparateurs. Une analyse est en cours néanmoins l'exploitant n'a pas été à ce jour en capacité de fournir les résultats de cette analyse. Lors de l'inspection de 2019, l'exploitant étant en cours de finalisation de ses aménagements de gestion des eaux, aucune analyse n'avait pu être fournie lors de la visite. Une analyse datant de mars 2020 avait été transmise par la suite.

Au vu de l'absence de mesure, l'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point. Chacun des séparateurs doit faire l'objet d'une analyse.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien équipement incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que l'extincteur présent à proximité de la trémie de déversement a été contrôlé en 2021. Il est demandé à l'exploitant de fournir, le rapport de visite du prestataire chargé du contrôle des extincteurs avec copie du registre de sécurité indiquant la fréquence des contrôles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des milieux en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 8.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des milieux en cas d'incendie
Prescription contrôlée : Conformément au dossier de demande une cuve de 60 m ³ permet de récupérer les eaux d'extinction. Cette cuve est maintenue vide afin de pouvoir être disponible à tout moment. Un ouvrage de type by-pass sera installé en amont de cette cuve enterrée permettant ainsi de diriger les eaux de ruissellement vers la cuve de stockage étanche dédiée aux eaux d'extinction et d'obturer l'accès au bassin de stockage-infiltration.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les 60 m ³ constitués de cuves de 20 et 40 m ³ servant à récupérer les eaux d'extinction étaient pleines. Postérieurement à la visite par message électronique du 31/05, l'exploitant a indiqué que ces deux cuves ont été vidées afin de pouvoir accueillir les éventuelles eaux d'extinction. Le by-pass est constitué de 2 vannes à actionner. La canne permettant d'actionner les vannes n'est pas à proximité et sa localisation n'a pas été précisée par l'exploitant. Afin d'assurer que la fermeture/ouverture des vannes se fassent dans les meilleurs délais, il convient que la canne soit facilement accessible et que le personnel susceptible d'intervenir sur site soit informé de la procédure de fermeture/ouverture.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Signalement des modifications/projets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification site à A
Prescription contrôlée : I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats : L'exploitant a plusieurs projets pour son site (ajout d'un bâtiment avec panneaux solaires, modification du traitement des matières de vidange). Toute modification doit être signalée au préfet avant sa réalisation.

Pour les sites soumis à autorisation, toutes les modifications doivent faire l'objet d'une étude au vu des 3 critères mentionnés aux points 1°, 2° et 3° du R.181-46 du code de l'environnement repris ci-dessus.

L'information de modification concernant l'ajout du bâtiment photovoltaïque sur la zone Nord du site n'a pas été réalisée dans les formes prévues pour les sites à autorisation. Le 20/07/2020, un « cerfa modification » pour les installations soumises à déclaration a été déposé or le présent site est à autorisation. De plus, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, pour ce qui concerne sa section V concernant les équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque, sont applicables à l'installation. Pour mémoire, l'article 29 y précise que « Les dispositions de la présente section sont applicables aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, positionnés en toiture, en façade ou au sol, au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les équipements de production d'électricité utilisant l'énergie solaire photovoltaïque ne sont pas soumis aux exigences de la présente section dès lors qu'une analyse montre qu'ils ne présentent aucun impact notable pour l'installation classée. » Il est ainsi attendu que l'information sur la modification soit complétée de l'analyse de risque ou des documents techniques permettant d'assurer du respect de l'arrêté. L'exploitant doit pour son projet de bâtiment photovoltaïque informer le préfet dans les formes prévues par l'article R.181-46 précité, l'information précédente du 20/07/2020 étant jugée non recevable.

A ce jour, le bâtiment n'a pas été réalisé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet